

Paris, le 2 octobre 2020

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie, le Parlement panafricain et l'Union parlementaire africaine unis pour libérer Soumaïla Cissé

A l'occasion des six mois de captivité du chef de l'opposition malienne, Soumaïla Cissé, retenu en otage depuis le 25 mars dernier, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), le Parlement panafricain et l'Union parlementaire africaine (UPA) se sont mobilisés pour appeler à sa libération immédiate.

Le 29 septembre, le Secrétaire général parlementaire de l'APF, **Jacques Krabal**, a tenu à s'entretenir avec le Président du Parlement panafricain, **Roger Nkodo Dang**, ainsi que **Mohamed Ali Houmed**, Président de l'UPA et de l'Assemblée nationale de Djibouti. Participait également à cet échange **Boubacar Idi Gado**, Secrétaire général de l'UPA.

Au cours de cette visioconférence, MM. Houmed, Nkodo Dang et Krabal se sont félicités de leur fructueuse collaboration et de la couverture médiatique obtenue. Ils ont également reconnu que les trois institutions devaient continuer à travailler de concert pour sensibiliser les parties prenantes maliennes et internationales sur le sort dramatique de Soumaïla Cissé. Le président du Parlement panafricain a rappelé que les forces militaires présentes au Sahel dans le cadre de l'opération Barkhane pouvaient avoir un rôle déterminant, en termes de renseignement, dans la libération prochaine de M. Cissé. De son côté, le Président de l'UPA a appelé de ses vœux la coordination d'une intervention politique et militaire des pays de la sous-région pour favoriser une issue heureuse à la situation.

« *La libération de Soumaïla Cissé doit être une priorité pour le pouvoir en place au Mali. De notre côté, parlementaires francophones, africains notamment, nous devons faire tout notre possible pour obtenir un dénouement favorable. Nous le devons à la famille de M. Cissé, à ses militants et au peuple malien* » insiste Jacques Krabal.

Les trois Assemblées ont convenu d'une visite prochaine à Paris au cours de laquelle une rencontre avec la ministre des Armées et le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères pourrait être envisagée. Un courrier commun sera envoyé à l'ensemble des acteurs concernés avec la perspective d'une mission sur place.

L'APF est l'Assemblée consultative de la Francophonie. Elle regroupe des parlementaires de 88 parlements ou organisations interparlementaires.